

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 1er juin 2026

Energie-climat

Le Royaume-Uni s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 87% d'ici 2040

Ed Miliband a présenté [au parlement](#) une proposition pour le 7^{ème} budget carbone du gouvernement qui vise une réduction de 87% des émissions de gaz à effet de serre en 2040 par rapport à 1990. Cet objectif, légalement contraignant pour le gouvernement, doit être formellement approuvé par les parlementaires d'ici l'été.

Le ministre a repris l'objectif proposé par le *Climate Change Committee*. L'ambition de ce nouvel objectif est justifiée par la nécessité de protéger le pays de la volatilité du cours du pétrole, les bénéfices de la transition écologique pour l'économie britannique, l'amélioration de la santé et de l'environnement, et surtout le respect des accords de Paris.

Le *Climate Change Comitee* estimait que le Royaume-Uni avait déjà réduit de 54 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2024. Le pays doit réduire ses émissions de 68 % en 2030 et de 81% en 2035 avant d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

L'économie britannique de la transition écologique atteint un nouveau record

D'après le dernier [rapport](#) sur l'économie du « Net Zero » de CBI, l'organisation patronale représentant 19 000 entreprises britanniques, le secteur de la transition écologique génère désormais 105 Md£ de valeur ajoutée et emploie 1,1 million de personnes au

Royaume-Uni. Ces emplois sont également 48% mieux rémunérés que la moyenne.

Le rapport réfute l'idée selon laquelle la transition écologique serait un frein à l'économie : avec 23 500 entreprises à 96% de taille petite ou moyenne, chaque livre (£) investie dans l'objectif de neutralité carbone rapporterait 1,85 £ à l'économie britannique.

Environnement

La *Rebuilding Nature Alliance* lance un outil de grande ampleur pour planifier la restauration des espaces naturels du Royaume-Uni.

Dans un [communiqué](#), la coalition d'entreprises et d'associations a annoncé la première version du [Strategic Nature Network](#), une carte détaillée des espaces naturels existants et des espaces avec le plus de potentiels pour accueillir la biodiversité.

Dans le [rapport associé](#), Rebuilding Nature estime les bénéfices économiques associés aux espaces naturels grâce à leur impact positif sur la biodiversité, le climat, le cycle de l'eau et la résilience de l'économie et de la société ; Selon le rapport, les services fournis par les espaces naturels existants seraient valorisés à 1 trillion de livres, et pourraient en valoir 600 milliards de plus si leur condition écologique était restaurée à un bon niveau. Ils proposent par conséquent de protéger stratégiquement 3,9 millions d'hectares supplémentaires (soit 16% du territoire), représentant un gain économique de 200 à 745 milliards de livres pour la société.

Industrie

Nissan signe un protocole d'accord avec le constructeur chinois Chery pour utiliser son usine de Sunderland

Le constructeur japonais Nissan a annoncé avoir signé avec Chery un accord préliminaire non contraignant pour étudier la production de véhicules du groupe chinois à Sunderland à partir de 2027. Selon le [FT](#), l'usine de Sunderland resterait détenue et exploitée par Nissan,

et les salariés qui assembleraient les véhicules Chery continueraient d'être employés par le constructeur japonais.

Ce projet vise à sécuriser l'avenir du plus grand site automobile du Royaume-Uni, qui emploie environ 6 000 personnes et fonctionne actuellement autour de 50% de sa capacité. Il s'inscrit dans le cadre d'une restructuration mondiale de Nissan ayant déjà conduit à la suppression de 20 000 emplois.

Cette évolution intervient alors que le gouvernement britannique veut porter la production nationale à 1,3 million de véhicules par an d'ici 2035, un objectif jugé difficile à atteindre sans l'appui de constructeurs chinois. Chery, propriétaire des marques Omoda et Jaecoo, est aujourd'hui le groupe chinois à la croissance la plus rapide au Royaume-Uni, avec une part de marché de 6% sur les quatre premiers mois de l'année 2026.

Transport

Le ministère des Transports lance une consultation pour renforcer les droits des gens de mer

Le gouvernement britannique a lancé le 5 juin une consultation sur le renforcement des droits des marins travaillant sur les liaisons entre le Royaume-Uni, la France et les îles anglo-normandes. Les nouvelles règles garantiraient des périodes de repos minimales, une rémunération équitable et des protections plus larges. Elles s'étendraient pour la première fois au-delà des eaux territoriales britanniques, et imposeraient notamment le versement d'un équivalent du salaire minimum national pendant l'ensemble du trajet.

La consultation porte aussi sur des plafonds de temps de travail en mer et des minima de repos, dans le prolongement du dispositif déjà appliqué dans les eaux britanniques depuis 2024. Elle s'inscrit dans la continuité de la loi sur les droits au travail de 2025, qui a renforcé les règles contre les licenciements collectifs abusifs et les pratiques de « *fire and rehire* ».

Le gouvernement a par ailleurs publié la liste des opérateurs ayant obtenu le statut de *Seafarers' Charter*. DFDS, Brittany Ferries et Stena Line ont satisfait à l'ensemble des critères, tandis que P&O Ferries a

progressé mais reste en deçà d'une exigence liée à l'accompagnement social. Ce statut récompense des standards plus élevés en matière de conditions de travail, de rémunération, de formation et de protection sociale.

L'opérateur ferroviaire Govia Thameslink Railways nationalisé

Le 31 mai 2026, les services de Govia Thameslink Railways, qui exploite les marques Thameslink, Southern, Great Northern et Gatwick Express, ont été transférés à l'opérateur public DfTO en application du *Passenger Railway Services (Public Ownership) Act* de 2024.

Le gouvernement indique que 9 des 14 opérateurs ferroviaires de transport de passagers sont désormais publics. Les prochaines nationalisations concernent Chiltern Railways le 20 septembre 2026, puis Great Western Railway le 13 décembre 2026. Le programme doit être achevé d'ici la fin de 2027.

Ces services ont vocation à être opérés par le nouvel organisme intégré Great British Railways (GBR), dont la création sera permise par l'adoption du *Railways Bill*, actuellement en cours d'examen au Parlement.

Tourisme

Le gouvernement annonce un soutien de 1,3Md£ au projet de parc Universal à Bedford

Le gouvernement britannique a annoncé un accord avec le groupe américain Comcast NBCUniversal pour développer à Bedfordshire le futur Universal United Kingdom Resort, présenté comme l'une des plus importantes opérations d'investissement jamais réalisées dans le tourisme au Royaume-Uni. Selon le DBT, le projet devrait créer 28 000 emplois entre la construction et l'exploitation, et générer 50 Md£ de retombées économiques d'ici 2055.

Le montage financier repose sur un investissement privé de plus de 5 Md£ sur cinq ans de construction, suivi d'1 Md£ au cours des dix premières années d'exploitation. L'État britannique apportera par ailleurs 1,3 Md£ pour le renforcement des infrastructures locales,

notamment en matière de transport et de desserte du site. Cette enveloppe comprend 400M£ via le *Regional Growth Fund*, 438M£ de crédits versés par le ministère du Tourisme (DCMS) pour des équipements communautaires, et 474M£ du ministère des Transports (DfT) pour des améliorations de l'autoroute A421 et de la gare de Wixam.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meiland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr